

Le CICR en Afrique : contexte et défis

CHRISTOPH HARNISCH*

L'Afrique subsaharienne compte actuellement environ 675 millions d'habitants, soit à peu près 10 % de la population mondiale. Depuis 40 ans, cette région affiche les taux de croissance démographique les plus élevés au monde. Pourtant, elle poursuit, depuis des années, une existence en marge de la politique internationale. De plus, sur fond de mauvaise gouvernance et de faiblesse politique dans bon nombre de pays, elle connaît une très forte dépendance économique, dont les causes sont diverses : faiblesse des cours des matières premières, conditions climatiques difficiles, pandémie du VIH/SIDA, instabilité politique, insuffisance de l'aide d'urgence et de l'aide au développement. Les Africains eux-mêmes ont entrepris des efforts qui visent à sortir le continent de son isolement économique, politique et diplomatique ; malheureusement, ces efforts ont eu peu d'effets tangibles sur la population africaine à cause du manque d'efficacité d'institutions. Faits récents, la lutte mondiale contre le terrorisme en réaction aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis, la guerre en Irak et les réserves pétrolières africaines ont suscité un regain d'intérêt des grandes puissances pour l'Afrique.

L'Afrique est le continent qui compte le plus grand nombre de conflits ouverts dans le monde. Il s'agit essentiellement de conflits internes et de conflits transfrontaliers aux conséquences tragiques pour les populations civiles qui souffrent déjà de la situation générale sur le continent. À l'exception de l'Afrique de l'Ouest, ces conflits se sont stabilisés ces dernières années, ou ont baissé d'intensité, mais les problèmes de fond n'ont pas trouvé de solutions durables. Le CICR a maintenu un taux d'activité élevé dans 29 pays africains. D'importantes opérations ont été menées en 2003, notamment en Côte d'Ivoire, en Éthiopie et au Libéria.

Cet article décrit d'abord l'environnement politique et économique dans lequel le CICR travaille aujourd'hui en Afrique. Nous esquisserons

* L'auteur est délégué général pour l'Afrique au Département des opérations du Comité international de la Croix-Rouge. Les vues exprimées dans cet article ne reflètent que l'opinion de l'auteur et non celle du CICR.

ensuite la nature des conflits qui agitent le continent, pour finalement examiner la position du CICR en Afrique et analyser les principaux obstacles et défis à la conduite des opérations de l'institution.

Contexte général des conflits africains

L'Afrique et le monde : marginalisation et existence périphérique

L'Afrique continue d'être un continent qui vit en marge de la politique internationale. Les événements récents sur le continent ont mis en lumière le fait que l'Afrique est un spectateur de la politique internationale plutôt qu'un acteur. Le sommet du G8 à Évian en 2003 et le difficile dialogue entre quelques dirigeants africains venus promouvoir leur plan de relance économique – le NEPAD – et le monde industrialisé ; la position fragile des États africains dans le commerce international mise en exergue à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Cancún en 2003 ; et le voyage du président américain sur le continent en sont des indices : l'Afrique n'influence pas de façon décisive l'agenda de la politique internationale ; elle le subit.

Cela ne veut pas dire que l'Afrique a été totalement oubliée. La lutte contre le terrorisme lancée après les attentats du 11 septembre 2001, la guerre en Irak et les réserves pétrolières africaines ont suscité, parmi les grandes puissances, un regain d'intérêt pour l'Afrique qui avait perdu de son importance stratégique après la fin de la guerre froide. Les États-Unis, par exemple, ont renforcé leur présence partout sur le continent et surtout dans la Corne. Toutefois, les promesses du président américain d'engager 100 millions de dollars (pour une durée de 15 mois) afin de combattre le terrorisme au Kenya, en Éthiopie, à Djibouti, en Ouganda et en Tanzanie, et d'investir 15 milliards de dollars dans la lutte contre le SIDA pendant les cinq années à venir ont été accueillies avec prudence en Afrique. La France aussi a fait un retour remarqué sur la scène africaine, que ce soit en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine ou dans le district de l'Ituri, en République démocratique du Congo (RDC).

Une situation économique moins morose que prévu pour une Afrique très dépendante de l'économie mondiale

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les pays d'Afrique subsaharienne ont remarquablement résisté au ralentissement de l'économie dans les pays riches grâce, notamment, à de meilleures politiques économiques et à une bonne tenue des cours des matières premières qu'ils

exportent. L'Afrique subsaharienne (hors l'Afrique du Sud) a enregistré une croissance économique de 3,1% en 2002 et devrait connaître une accélération notable à 3,6 % en 2003. En conséquence, malgré la sécheresse en Afrique australe et dans la Corne de l'Afrique et les crises qui frappent le Zimbabwe et la Côte d'Ivoire, entraînant des retombées sérieuses pour les pays voisins, elle profitera cette année de la fragile reprise qui se dessine dans les pays industrialisés.

Ce tableau plutôt positif surprend ceux qui travaillent dans l'Afrique des conflits. Les thèmes de débat y sont plus souvent les économies informelles, la corruption, l'absence de services publics ou leur état désastreux, notamment dans la santé et l'éducation, le pillage des ressources par les élites politiques ou encore la banalisation de la guerre comme mode d'accumulation ou de survie économique. Cette réalité est visible et indéniable, mais elle coexiste avec la réalité macro-économique telle que l'a décrit le FMI. C'est la raison pour laquelle le même FMI préconise aux Africains une meilleure gestion de leurs ressources naturelles et suggère aux pays producteurs de pétrole de profiter des périodes fastes pour mettre de côté une partie de leurs revenus afin de compenser, le jour venu, la baisse des cours. Sans surprise, et en accord avec les observateurs de la politique africaine, l'organisation constate qu'une meilleure gouvernance et une transparence accrue faciliteraient la gestion de la plupart des ressources naturelles.

Que ce soit pour les pays qui vivent un conflit ou ceux qui bénéficient de situations stables, le principal défi reste pourtant la réduction durable de la pauvreté. Sur ce plan, les dernières années n'auront pas apporté de grands changements. En dépit des déclarations d'intention du Sommet France-Afrique ou de la dernière réunion du G8, à Évian, on ne décèle que difficilement des signaux positifs qui pourraient indiquer une amélioration notable du climat pour les investissements, condition *sine qua non* d'une accélération de la croissance économique. De plus, il convient encore de transformer en réalité le NEPAD – initiative africaine reposant sur des principes comme la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et la transparence dans la gestion économique, qui sont devenus les préalables de l'aide multilatérale et bilatérale – avant que les Africains ne puissent en voir les avantages dans leur vie quotidienne.

Les conflits africains : accalmie fragile

Pour l'ensemble du continent, le nombre de conflits n'a pas augmenté cette dernière année, l'intensité des conflits en cours a même manifesté une

tendance à la baisse. Les rares conflits armés internationaux sont terminés et les conflits armés internes internationalisés sont dorénavant – juridiquement – des conflits internes du fait du retrait des troupes étrangères (ce qui est notamment le cas de la RDC). Leurs victimes sont très majoritairement les populations civiles. Il convient de noter que les zones de conflit sont aussi celles des famines, des concentrations de personnes déplacées ou réfugiées et, souvent, de la malnutrition et des pénuries alimentaires. Une des causes profondes des conflits africains reste la pauvreté.

De façon schématique, nous pouvons présenter nos récentes observations de la manière suivante. Il y a des contextes qui connaissent une accalmie des hostilités en raison d'activités diplomatiques de la communauté internationale, mais dont l'avenir à moyen terme reste aléatoire. Cette catégorie comprend le Soudan, la RDC, la Côte d'Ivoire et les conséquences du conflit international Éthiopie/Érythrée. Dans une deuxième catégorie, on peut regrouper les contextes de conflits chroniques et de longue date, comme le Burundi, le Libéria, l'Ouganda, la République du Congo, la Somalie. Une troisième catégorie rassemble les situations qui pourraient se dégrader, notamment l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Zimbabwe sur le plan intérieur, le Nigéria, la République centrafricaine, le Tchad et le Togo. Enfin, il y a des contextes où la résolution du conflit est en bonne voie et qui ont des chances de revenir à la stabilité politique, comme c'est le cas en Angola, à Madagascar, au Rwanda, et en Sierra Leone.

S'il y a une baisse, aussi bien du nombre que de l'intensité des conflits sur le continent africain, il n'en reste pas moins que l'accalmie demeure très fragile.

Caractéristiques communes des conflits africains

Les conflits africains, même s'ils ont tous leurs traits spécifiques, présentent quand même quelques caractéristiques communes. On essaiera ci-dessous de relever certains points communs aux conflits sur le continent africain.

- La contestation de la légitimité de l'État continue de prendre des formes violentes dans plusieurs pays africains. On pense aux rébellions en Côte d'Ivoire, au Libéria, et en RDC, aux émeutes au Nigéria, aux mutineries au Niger, aux coups d'État ou tentatives de coups d'État à Sao Tomé-et-Principe, en Guinée-Bissau et en République centrafricaine ou encore aux mouvements autonomistes/séparatistes en Casamance (Sénégal), au Darfour (Soudan/Tchad) et à Cabinda (Angola).
- Les mouvements d'opposition armée ont souvent perdu leurs soutiens extérieurs, c'est-à-dire le soutien d'États tiers dont ils avaient bénéficié

par le passé. Ces mouvements doivent désormais puiser dans les ressources de leur pays – ce qui résulte dans l'exploitation des paysans et le pillage des populations civiles – et ils sont souvent à l'origine de trafic d'armes, de drogue, d'or, de diamants ou de bois précieux. En outre, les combattants des conflits actuels sont bien plus animés par l'appât du gain que par des idéologies. Les guerres sont ainsi devenues, pour les détenteurs du pouvoir et pour ceux qui le contestent, un mode de régulation du pouvoir, d'accumulation de richesses et de survie économique.

- L'irruption de la religion – et pas seulement de l'Islam – est de plus en plus une réalité dans les conflits africains. La religion est souvent utilisée comme un élément de mobilisation politique et aussi, dans les sociétés très déstabilisées où l'identification à l'État est difficile, comme un moyen de s'intégrer dans la globalisation (de faire partie d'une communauté internationale). La résurgence du religieux dans l'espace politique est incontestable, qu'il s'agisse des discours de l'Ivoirien Laurent Gbagbo, du Libérien Charles Taylor ou encore du Malgache Ravalomanana.
- Le rôle des sociétés d'initiation traditionnelles dans les conflits est devenu visible, notamment en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale: des groupes tels que les Kamajor en Sierra Leone, les Poro au Libéria, les Dozo en Côte d'Ivoire, les Mayi-Mayi en RDC ou encore les Karamojong en Ouganda sont utilisés dans les conflits. Au Congo-Brazzaville, on connaît une société traditionnelle mystique, les Nsilulu ou Ninjas du pasteur Ntoumi.
- La régionalisation des conflits et l'internationalisation de leur gestion sont les caractéristiques les plus visibles des nouvelles crises africaines. C'est le cas dans toutes les régions, particulièrement en Afrique de l'Ouest, où la crise ivoirienne a révélé la très forte imbrication de la crise libérienne et des rébellions du Nord et du Grand Ouest ivoirien. À noter, toutefois, que toutes les tentatives qu'a faites l'Afrique d'organiser sa sécurité collective – encouragées par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne à travers les programmes bilatéraux d'entraînement militaire, le nouveau Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO ou la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) – se sont heurtées tant au manque de ressources financières qu'à la réticence des États à céder une parcelle de leur souveraineté.
- L'Afrique de l'Ouest est, à l'heure actuelle, la préoccupation majeure sur le continent, et elle présente encore bien des incertitudes pour l'avenir. Cette région a connu des turbulences constantes. Le Libéria, notamment, continue de présenter des défis majeurs. De plus, longtemps zone de sta-

bilité dans une Afrique de l'Ouest secouée par le conflit sanglant en Sierra Leone, qui s'est étendu au Libéria et en Guinée, la Côte d'Ivoire est prise dans la tourmente des affrontements armés depuis le mois de septembre 2002. Cette situation risque de mettre à mal non seulement l'économie ivoirienne, mais aussi celle des pays voisins, en particulier le Burkina Faso et le Mali.

Ressources pétrolières et guerre contre le terrorisme : regain d'intérêt pour l'Afrique

Continent à la périphérie des relations internationales, l'Afrique a néanmoins une certaine importance géopolitique, en particulier pour deux raisons : d'une part, l'existence du pétrole dans le golfe de Guinée et, d'autre part, l'importance accrue de certaines régions africaines dans le cadre de la guerre contre le terrorisme, deux enjeux stratégiques importants dans les relations internationales. À titre d'exemple, le golfe de Guinée fournit aujourd'hui 15% de l'or noir consommé par les États-Unis, soit la même quantité que celle qu'ils importeront d'Arabie Saoudite cette année. Selon les estimations de spécialistes, le golfe de Guinée assurera 25% de la consommation américaine en 2015. Il est cependant encore trop tôt pour dire si le pétrole du golfe de Guinée peut constituer une alternative valable au pétrole du Moyen-Orient, notamment parce que les quantités globales extraites à ce jour en Afrique sont moindres.

Il est apparu pendant l'année écoulée que l'Afrique en général et la Corne en particulier, avec la Somalie notamment, pourraient constituer un axe d'infiltration pour les extrémistes islamiques qui trouvent refuge dans les communautés musulmanes de la région. L'Afrique en général est perçue, depuis le 11 septembre 2001, comme une zone d'instabilité pouvant représenter un sanctuaire, un vivier et une source de financement occulte pour le réseau Al-Qaida.

Le CICR en Afrique : défis et obstacles

Le Comité international de la Croix-rouge (CICR) a actuellement 13 délégations opérationnelles (Angola, Burundi, Cameroun, Érythrée, Éthiopie, Guinée, Libéria, Ouganda, RDC, République du Congo, Rwanda, Somalie et Soudan), trois missions (Goma, Madagascar et Addis-Abeba/Union africaine) et sept délégations régionales (Abidjan, Abuja, Dakar, Freetown, Harare, Nairobi et Pretoria) en Afrique. Il travaille avec environ 500 délégués expatriés et un effectif d'employés nationaux de

quelque 3 500 personnes. Depuis plusieurs années, une partie considérable des dépenses opérationnelles du CICR est consacrée à l'Afrique (entre 40 et 48 % des dépenses totales), où le budget opérationnel de l'institution tourne autour des 300 millions de francs suisses.

Les activités se regroupent autour des deux axes du mandat du CICR – l'assistance et la protection des victimes de conflits armés. Elles couvrent, concrètement, les distributions alimentaires, les programmes d'assainissement et d'approvisionnement en eau; l'assistance médicale; l'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays; les visites de personnes détenues pour des raisons liées à la situation de conflit; la protection des enfants non accompagnés; les efforts pour rétablir le contact entre membres de familles dispersées par un conflit; la sensibilisation aux dangers des mines antipersonnel et des débris de guerre explosifs; la diffusion du droit international humanitaire auprès des forces armées et de sécurité, des autorités politiques, des médias et le public en général; le soutien, le développement et la coopération avec les Sociétés nationales de la Croix-rouge et du Croissant-rouge; et la diplomatie humanitaire auprès des gouvernements et des institutions régionales de l'Afrique¹.

L'identité et les activités du CICR en Afrique

Qu'est-ce qui distingue le CICR des autres acteurs humanitaires à l'œuvre dans les mêmes situations de conflit? Y a-t-il des différences importantes? Ou le CICR est-il, comme l'a décrit un document interne, «*yet another relief agency*»? Les questions renvoient à un des problèmes du CICR dans les contextes où une véritable industrie humanitaire a été et reste florissante, où les organisations humanitaires se copient les activités, standardisent leurs approches et se battent pour attirer l'attention des médias, sans forcément briller par des actions concrètes en faveur des victimes, comme on a pu l'observer récemment encore au Libéria.

Le CICR est actif sur le continent africain depuis le début de la période de décolonisation (l'action du CICR en Éthiopie de 1935-36 est une exception). Il a développé un réseau de délégations opérationnelles et régionales à partir des années 1980, d'abord dans les régions de l'Afrique de l'Est (avec les grandes opérations de secours au Soudan, en Éthiopie et en Somalie)

¹ Pour plus d'informations sur le CICR et les activités en Afrique, voir: <http://www.icrc.org/web/fre/sitefreo.nsf/iwplList2/The_ICRC_worldwide:Africa>.

et de l'Afrique lusophone (avec les opérations en Angola et au Mozambique), puis, plus récemment, dans les années 1990, en Afrique de l'Ouest. Aujourd'hui, le CICR a une très bonne surface opérationnelle en Afrique; celle-ci lui permet d'agir dans tous les conflits, anciens et nouveaux, qui ont lieu sur le continent. Cet ancrage lui permet aussi, à travers ses délégations régionales, de suivre toutes les situations d'instabilité politique et d'adapter rapidement, en cas de nécessité, son dispositif en fonction de ses propres analyses. Tel a été le cas, par exemple, en 2002-2003 en Côte d'Ivoire, en République centrafricaine et dans le Darfour soudanais.

Une analyse superficielle nous amènerait à formuler de la façon suivante l'identité perçue du CICR sur le continent: le CICR est une organisation occidentale qui a un mandat clair, qui est efficace grâce à son personnel et à sa logistique, un peu secrète, riche et autonome. Évidemment, cette perception doit être considérablement affinée. Elle doit surtout être analysée dans le contexte global de l'identité des acteurs humanitaires en Afrique.

L'action humanitaire en Afrique a subi, en 20 ans, de profondes transformations. Un long chemin a été parcouru depuis les grandes distributions alimentaires en Éthiopie en 1986 à la crise libérienne de cette année. Il y a aussi eu une évolution de ceux qui «font» l'humanitaire, des premiers travailleurs humanitaires, encore largement volontaires et politiquement très engagés en faveur des mouvements d'opposition armés, aux technocrates, dont le seul credo est l'efficacité.

Aujourd'hui, nous observons plusieurs faits troublants en ce qui concerne l'humanitaire en Afrique. L'humanitaire ne répond pas, loin s'en faut, à tous les besoins. Pire encore, ce sont trop souvent les acteurs humanitaires qui définissent les besoins. En outre, l'action humanitaire est de plus en plus intégrée dans les tactiques et stratégies des parties au conflit, qui sont habituées à voir des humanitaires sur leurs terrains d'action et à en tirer profit pour leur compte. L'humanitaire (le système onusien, le monde des ONG et les différentes composantes du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge) est, à tort ou à raison, considéré par les Africains comme riche et politisé, c'est-à-dire comme un instrument politique utilisé par les États, avec des objectifs dissimulés. De plus, les méthodes utilisées par les humanitaires dans l'attribution de l'aide sont de plus en plus sujettes à des critiques quant aux évaluations, aux démarches et à la nature des distributions. Les Africains voient aussi de façon de plus en plus critique les effets parfois néfastes de l'assistance humanitaire sur leurs sociétés, et commencent à mettre en question les conditions imposées par les États

donateurs de l'assistance ainsi que les coûts exorbitants de la gestion de cette assistance.

Le CICR a suivi un chemin particulier dans son évolution, et son identité a été façonnée par les crises humanitaires majeures des années 1980 et 1990 : les grandes opérations de distribution d'aide alimentaire en Angola, en Éthiopie, au Mozambique, en Somalie et au Soudan ont fait place à une opération exceptionnelle d'assistance et de protection au Rwanda, suivie par les activités liées aux crises des Grands Lacs. L'époque de l'action humanitaire se voulant toute-puissante, et principalement axée sur la quantité d'assistance distribuée, a connu un brusque arrêt vers la fin des années 1990. À la suite de graves incidents de sécurité, la professionnalisation du personnel et l'apprentissage de la gestion sécuritaire des actions du CICR ont contribué à une réflexion sur la nature même de l'action humanitaire et ont favorisé l'ébauche d'actions plus équilibrées sur les plans de l'assistance et de la protection. Aujourd'hui, le CICR est une organisation qui peut mettre en œuvre de grandes opérations de secours alimentaire, mais qui sait aussi répondre de manière adéquate et différenciée aux besoins des populations cibles définies, que ce soit par des actions de protection ou d'assistance.

Défis et obstacles à la conduite des opérations

- Adéquation entre les besoins humanitaires et l'action du CICR

Quelle assistance pour quelles victimes? Telle est la question que le CICR se pose en permanence en Afrique. Il est évident que les besoins humanitaires des populations victimes des conflits dans un cadre de sous-développement sont immenses. L'action du CICR ne peut pas tous les satisfaire. Il y a donc un fossé profond entre les besoins des victimes et ce que le CICR peut concrètement offrir. L'évolution récente des conflits a mis en évidence une baisse du nombre de victimes directement affectées par les hostilités; dans l'ensemble, il y a moins de blessés de guerre, mais il y a plus de personnes déplacées et de résidents dont les besoins se situent aussi bien au niveau de l'urgence qu'à celui de l'aide structurelle. Le CICR se doit d'adapter son action aux besoins les plus importants, en tenant compte de l'analyse politique et économique et de l'action des autres intervenants. Ce défi est majeur pour sa politique d'assistance et de protection. Cette politique doit en outre être portée à la connaissance des victimes, des autorités et des autres acteurs, afin qu'ils sachent ce que le CICR fait et ne fait pas et les raisons de ses choix. L'action que le CICR a menée en Éthiopie ces deux dernières années est à ce titre capitale: elle a non seulement, et une fois encore, mis

en évidence les compétences de l'institution en matière de distributions alimentaires dans une situation de conflit, mais aussi et surtout, démontré la capacité du CICR d'effectuer une évaluation indépendante et de définir une approche originale (à savoir, la distribution de semences et de vivres) dans un environnement où la plupart des autres acteurs se sont concentrés sur la seule distribution de nourriture. L'action a aussi montré l'importance de connaître les politiques agricoles et leurs effets négatifs ainsi que la nécessité de faire des questions structurelles l'objet de discussions avec ceux qui en sont responsables.

- La proximité avec les victimes versus la sécurité du personnel

Le Libéria a constitué un test : rester auprès des victimes du conflit à Monrovia dans une situation extrême et mener une action qui sauve des vies humaines. Ce test se pose aussi ailleurs, de façon moins dramatique. En 2003, le CICR a fait le choix d'assurer une présence dans les situations extrêmes aussi longtemps que possible. Ce choix suppose non seulement l'acceptation du risque, mais aussi l'amélioration constante des dispositifs de sécurité dans les délégations. Toute organisation humanitaire a besoin de se doter de politiques opérationnelles qui assurent à la fois une action décisive pour les victimes et une sécurité acceptable pour son personnel.

Même si le CICR tente de rester le plus longtemps possible dans les zones de conflit, des raisons de sécurité l'empêchent, malheureusement, d'être présent dans certains endroits. Tel est le cas dans le nord-est de la RDC et le nord de l'Ouganda. L'assassinat de six collaborateurs du CICR en 2002 a eu des conséquences opérationnelles sérieuses : le CICR n'est pas présent dans les régions du nord-est de la RDC ; en Ouganda, les opérations sur le terrain sont toujours suspendues dans le nord et le sud-ouest du pays.

L'anticipation du danger et des risques est une priorité absolue dans la grande majorité des opérations. Cette priorité est désormais reconnue et mise en œuvre par tous. Dans ce domaine, les éléments de défi concernent l'analyse indépendante de l'environnement dans lequel le CICR doit évoluer ; l'établissement et le maintien de contacts fiables et suivis avec tous les acteurs d'une crise ; l'évaluation, en tout temps, de l'acceptabilité de l'action du CICR. La définition d'une politique opérationnelle et des modes d'action doit répondre effectivement aux besoins des victimes. L'intégration des nouvelles menaces dans l'analyse sécuritaire et dans les dispositifs de sécurité n'en est qu'à ses débuts.

- L'importance capitale de l'analyse politique indépendante

C'est évidemment à travers les contacts directs avec les belligérants, le dialogue avec les parties au conflit et l'établissement de contacts informels

avec des personnes de confiance que le CICR peut faire une analyse politique qui lui permette de prendre les décisions opérationnelles appropriées. Dans ce domaine, l'année écoulée a montré le glissement, toujours plus prononcé, vers la reprise des analyses journalistiques et académiques parfois assez distantes de la réalité du terrain. Le CICR se doit de développer les compétences qui lui garantissent les analyses politiques les plus proches du terrain et la prise en compte des influences externes.

- L'importance de la communication

Plus que par le passé, la communication doit être intégrée à la réflexion opérationnelle. L'année 2003 a établi l'importance de l'analyse environnementale et son incidence sur les politiques de communication dans les délégations. Des exercices de communication au Soudan et en Guinée ont fait la preuve de leur utilité et ont convaincu les délégués de la nécessité de conduire une réflexion sur les contenus et les formes de communication de l'action du CICR. Cette pratique doit être intensifiée afin d'améliorer l'ancrage du CICR en Afrique à travers un travail politique des délégations dans la promotion du *networking* indispensable, qui sera lui aussi essentiel à une meilleure compréhension des contextes et des enjeux globaux.

Perspectives

Les principaux enjeux de la politique internationale, notamment la lutte contre le terrorisme, les enjeux économiques tels que les réserves pétrolières du continent et, dans une moindre mesure, le combat contre la pauvreté et le VIH/SIDA domineront probablement l'évolution politique et sociale de l'Afrique dans les années à venir. La conflictualité manifestera probablement une tendance à la baisse en Afrique, à l'exception notable de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique centrale où des crises de succession potentielles, des institutions étatiques extrêmement faibles et le manque d'intérêts stratégiques présentent des risques supplémentaires de déstabilisation.

Pour le CICR, il sera important de suivre de très près les évolutions politiques, économiques et autres, afin de pouvoir réagir rapidement en cas de survenue d'une situation de conflit. Une telle approche permettra également de faire une analyse approfondie des besoins des victimes et des obstacles à la conduite des opérations, pour enfin dessiner une politique opérationnelle efficace et adéquate. Les efforts déployés pour clarifier l'identité du CICR et positionner l'institution parmi les différents acteurs humanitaires doivent être renforcés et soutenus pour mieux servir les victimes des conflits armés.

Résumé

The ICRC in Africa: Context and challenges

Christoph Harnisch

Africa is home to many armed conflicts, waged in an environment in which it is already difficult for people to live and for countries to develop. The ICRC has long been and still is widely active there. This article first outlines the general context in which many of the African conflicts take place, giving a brief account of Africa's position in world politics and the prevailing socio-economic conditions. It then goes on to describe the nature of the – mainly internal – armed conflicts that plague the continent. Although most of them seem to have abated, the relative calm remains very fragile. After indicating some of the main characteristics of armed conflict in Africa, the author also points out the effect of a revival of interest in Africa in connection with the global “war on terror”. Finally, the work of the ICRC in Africa is analysed: how is the ICRC perceived on the continent, what does it actually do? And above all, what are the obstacles to efficient humanitarian assistance and protection, and what challenges lie ahead?